



**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

PAYS DE LA LOIRE

LA DÉROGATION ESPÈCES PROTÉGÉES

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT PAYS DE LA LOIRE



- Association créée en 2008 et agréée au titre du code de l'environnement
- Fédération régionale des associations environnementales :

5 fédérations départementales :

- France Nature Environnement Loire-Atlantique (44)
- France Nature Environnement Anjou (49)
- Fédération pour l'Environnement de Mayenne (53)
- France Nature Environnement Sarthe (72)
- France Nature Environnement Vendée (85)

4 associations régionales ou infra-régionales :

- Bretagne Vivante
- Coordination régionale LPO Pays de la Loire
- Groupe Chiroptères Pays de la Loire
- Virage Énergie Climat Pays de la Loire



Réseau associatif d'environ 100 associations affiliées et 47000 militants

Membre de



ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES ET ENQUÊTES PUBLIQUES

Deux profils à distinguer :

- ➔ Associations créées en opposition à tel ou tel projet
- ➔ Associations « généralistes »

LA DÉROGATION ESPÈCES PROTÉGÉES

Elle revêt plusieurs caractéristiques notables :

- ➔ Système dérogatoire à un régime de protection strict
- ➔ Rigueur des critères d'octroi, confirmée par la jurisprudence...
- ➔ ... et qui demeure lorsque la dérogation est intégrée à une autre autorisation

LES DOSSIERS PRÉSENTÉS EN ENQUÊTE PUBLIQUE

Deux cas de figure :

- ➔ Le dépôt d'une demande de dérogation n'a pas été jugé nécessaire
- ➔ Le dossier comporte une demande de dérogation

DÉROGATION JUGÉE NON NÉCESSAIRE

- ➔ Examen des associations focalisé sur la justesse de l'analyse, notamment par prise en compte des mesures d'évitement et de réduction (pas compensation)
- ➔ Appréciation du « risque suffisamment caractérisé » (Conseil d'État, 17/02/23)
- ➔ Prise en compte des avis rendus sur le projet
- ➔ Examen parallèle des autres dimensions du projet

DÉROGATION JUGÉE NÉCESSAIRE

- ➔ Examen des associations focalisé sur le respect des trois critères de fond conditionnant l'octroi de la dérogation
- ➔ N'empêche pas d'examiner si des espèces ont été « oubliées »
- ➔ Prise en compte des avis rendus sur le projet
- ➔ Examen parallèle des autres dimensions du projet

LES CONDITIONS DE FOND

Absence d'autre solution satisfaisante

Conduit à s'interroger sur l'existence d'autres façons de répondre à l'objectif recherché par le projet

- ➔ Obligation de justification par le pétitionnaire
- ➔ Nécessité de démontrer que les recherches d'alternatives se sont avérées vaines
- ➔ Appréciation au cas par cas par le juge en cas de contentieux

LES CONDITIONS DE FOND

Maintien dans un état de conservation favorable

Obligation que l'opération autorisée ne nuise pas au maintien des espèces dans un état de conservation favorable **dans leur aire naturelle de répartition**

- ➔ Obligation de justification par le pétitionnaire
- ➔ Appréciation au cas par cas par le juge en cas de contentieux, avec prise en compte des mesures d'évitement, de réduction et de compensation
- ➔ Condition pour l'instant la moins bien appréhendée par la jurisprudence

LES CONDITIONS DE FOND

Un motif légitime

Notion de **raisons impératives d'intérêt public majeur** (RIIPM)

- ➔ Obligation de justification par le pétitionnaire
- ➔ Notion qui excède celle de l'intérêt public ou de l'utilité publique
- ➔ Appréciation au cas par cas en fonction de différents critères (réponse à un besoin public, concordance avec politiques publiques, création d'emplois, rareté de la ressource, etc.)
- ➔ Absence de « théorie du bilan » : l'appréciation de la RIIPM n'est pas à géométrie variable en fonction de l'ampleur des enjeux environnementaux

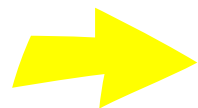
LA RIIPM

Exemples de projets ne répondant pas à une RIIPM

Il a par exemple été retenu que, dans leur contexte particulier, ne répondaient pas à une RIIPM :

- ➔ Un projet de zone d'activité commerciale (CE, 24 juillet 2019)
- ➔ Un projet d'extension de carrière (CE, 30 décembre 2021)
- ➔ Un projet de zone logistique (TA Nantes, 9 mai 2025)
- ➔ Un contournement routier (CAA Bordeaux, 10 décembre 2019)
- ➔ Un projet de centrale hydroélectrique (CE, 3 juin 2020)

DÉROGATIONS ESPÈCES PROTÉGÉES ET ENQUÊTE PUBLIQUE



Attentes des associations

AXES D'AMÉLIORATION DE LA RÉGLEMENTATION

 Propositions des associations

MERCI POUR VOTRE ATTENTION !